

MAITRE D'OUVRAGE :

## COMMUNE DE SENTHEIM

16 Grand'Rue – 68780 SENTHEIM

OPERATION :

# AMENAGEMENT D'ATELIERS MUNICIPAUX ET DE DEUX LOCAUX ENTREPRISES

### Groupement pour la Maîtrise d'Oeuvre :

**ARCHITECTES :**

**LEGROS – COIFFIER architectes DPLG**

2 rue de la Tuilerie – Site ELPA – 68520 BURNHAUPT le HAUT  
tél 03 89 48 99 25 fax 03 89 48 98 63

**ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION:**

**E T I B A T**

12, rue des Celtes - 68510 SIERENTZ  
tél 03.89.83.99.40 fax 03.89.83.92.34

**BUREAU D'ETUDES FLUIDES:**

**E.D.A.**

6 rue du Rhône – 90000 BELFORT  
tél 03 84 22 82 10 fax : 03 84 22 82 67

### Conseil au Maître d'Ouvrage :

**BUREAU DE CONTROLE :**

**SOCOTEC**

12, allée Nathan Katz - 68100 MULHOUSE  
tél 03 89 36 30 20 fax 03 89 36 30 24

**COORDONNATEUR SPS :**

**DENIS Gérard**

5, Boulevard Victor Schoelcher - Parc des Collines - 68200 MULHOUSE  
tél (03) 89 33 18 80 fax (03) 89 33 18 81

## R.C.

Date et heure limites de remise des offres :

**Lundi 31 mai 2010 à 12h00**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Document commun à tous les lots

## 1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'Offres en procédure adaptée concerne **l'aménagement d'ateliers communaux et de deux locaux entreprises dans un bâtiment tertiaire existant, situé rue des Artisans à Sentheim 68780.**

Le type de marché de travaux : **exécution**

Le lieux d'exécution des travaux se trouve **rue des Artisans à SENTHEIM 68780.**

Le présent Règlement de Consultation s'applique à tous les lots.

## 2. CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

### 2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE D'APPEL D'OFFRES

La passation des présents Marchés à procédure adaptée (MAPA) est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

#### 2.1.1 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi 93-1418 du 31.12.1993 et de ses décrets d'application n° 94.1159 du 26.12.1994 et n° 95.543 du 04.05.1995. Les prestations relèvent de la catégorie 02 au sens du code du travail.

La mission de Coordonateur en matière de sécurité et de protection de la santé, phase exécution sera confiée à l'organisme stipulé sous Coordonnateur SPS en page de garde du présent RC.

Les entreprises sont tenues de remettre au Coordonateur l'ensemble des documents réglementaires et de se conformer à ses prescriptions.

#### 2.1.2 Contrôle technique

Au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction, l'ouvrage à réaliser est soumis à un contrôle technique. Cette mission est assurée par le bureau de contrôle stipulé en page de garde du présent RC.

## 3. MAITRISE D'OEUVRE

Les coordonnées détaillées de l'équipe de Maîtrise d'Oeuvre figurent en page de garde du présent RC.

### 3.1 DECOMPOSITION EN LOTS

L'opération ne fait pas l'objet d'une répartition en tranches. L'opération est constituée de **13** lots traités par marchés séparés.

Une entreprise peut présenter une offre pour plusieurs lots relevant de sa compétence.

Il est précisé que le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de déclarer certains lots sans suite en fonction des chiffrages de l'option qui lui seront présentés par les soumissionnaires.

La liste des lots est donnée au préambule de l'Acte d'Engagement.

### 3.2 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est possible sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage. L'acte spécial annexé à l'Acte d'Engagement devra être dûment complété.

### 3.3 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni à la Décomposition des Prix Forfaitaires, à l'exception, le cas échéant, de précisions relatives aux références des produits présentés par les soumissionnaires. En effet, les références seront **obligatoirement** précisées par les entreprises, sous peine de non-conformité de leurs offres.

### 3.4 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 3.5 PIECES ECRITES ET GRAPHIQUES

Toutes les pièces du Marché, écrites et/ou graphiques devront être rédigées ou traduites en français.

### 3.6 OPTIONS

Le Maître d'Ouvrage peut demander pour un même projet l'étude de plusieurs options portant sur des points particuliers tels que définis au CCTP et DPF. Chaque candidat doit présenter des propositions pour chacune des options et reportées dans le cadre de l'acte d'engagement réservé à cet effet, mais non totalisées.

Les candidats devront obligatoirement y répondre, s'ils ne se conforment pas à cette obligation, leur offre sera irrecevable.

Les options pourront être levées pendant toute la durée du marché.

### 3.7 MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Le mode de règlement du marché est le virement administratif.

L'unité monétaire utilisée dans le cadre du marché est l'Euro.

### 3.8 DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement et ne peut en aucun cas être prolongé.

Les délais d'exécution propres à chaque lot sont indiqués sous forme d'un Planning Prévisionnel des Travaux en annexe 3 de l'Acte d'Engagement.

### 3.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres indiquée sur la page de garde du présent RC.

### 3.10 MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Toutes modifications, ratures, ajouts, sont interdits. Les réserves sur les pièces contractuelles seront un motif d'élimination du candidat.

A cet égard, en cas d'erreur, d'imprécision ou d'omission dans le dossier de consultation, constatée par une entreprise soumissionnaire, ou en cas d'ambiguïté relevée entre plans et documents particuliers du marché, dans le cadre de l'étude du dossier, des précisions seront demandées par ses soins par télécopie au Maître d'ouvrage visé en page de garde au plus tard 8 jours avant la date de remise des offres.

Le cas échéant, toutes les erreurs signalées après la notification du marché, ne pourront pas remettre en cause le caractère forfaitaire du marché.



De plus, quelles que soient les sujétions qui se présenteront en cours de travaux, le prix indiqué par l'entrepreneur adjudicataire sera considéré comme forfaitaire (sauf cas particuliers précisés aux CCTP et DPF)

Dans ces conditions, les prix unitaires devront tenir compte de toutes les sujétions, cette clause étant valable pour les travaux au forfait comme les travaux hors forfait s'il y a lieu.

Ceux-ci ne limitent en aucun cas, dans l'éventualité d'erreurs de sa part, le travail dudit entrepreneur pour la nature des ouvrages définis au descriptif.

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaire au complet achèvement des bâtiments, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès que ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés s'être entourés de toutes les garanties nécessaires et en particulier :

-  S'être rendus sur place afin d'effectuer toute reconnaissance, apprécier toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer du fait de la configuration des lieux,
-  Avoir consulté les devis descriptifs des autres corps d'état, soit en se rendant dans les locaux du Maître d'Ouvrage, soit en se les procurant, à ses frais auprès du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 (huit) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.




Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.11 PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS

Sans objet.

### 3.12 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

#### 3.12.1 Documents joints au dossier de consultation

-  le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et protection pour la santé  
ou
-  un plan de prévention en matière de sécurité et de protection pour la santé
-  les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants, définies par le Maître d'Ouvrage

#### 3.12.2 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

#### 3.12.3 Collège Inter Entreprises de sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

Se reporter au PGC le cas échéant.

#### 3.12.4 Voies et réseaux divers du chantier

Se reporter au PGC le cas échéant.

### 3.13 PASSATION EVENTUELLE D'UN MARCHE DE TRAVAUX AYANT POUR OBJET LA REALISATION DE PRESTATIONS IDENTIQUES

Le cas échéant, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article 35-II-5 du Nouveau Code des Marchés Publics.

## 4. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation des entreprises sur support papier est remis **gratuitement aux entreprises qui en font la demande à ACTION REPRO SERVICES - 31c, rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE Tél 03.89.33.52.70 Fax 03.89.33.52.71 courriel : ars@car.fr**

Ces dossiers seront remis dans les délais normaux de reproduction. Il est précisé que les pièces relatives au lot sont suffisantes pour l'étude de prix de l'entrepreneur. Toutefois si celui-ci estime que son étude nécessite la connaissance d'autres lots, il pourra consulter sur rendez vous, l'ensemble du dossier chez le Maître d'Oeuvre.



Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Les dossiers de consultation sont également téléchargeable sur le site de la commune : <http://www.sentheim.fr/>

Le dossier à remettre par le candidat concernant le lot pour lequel il est consulté, comprendra les pièces suivantes :








#### 4.1 LES JUSTIFICATIFS

Il s'agit :

-  des justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat dans les conditions fixées à l'article 45 et 46 du Code des Marchés Publics, la lettre de candidature et la déclaration du candidat sur formulaires DC4 et DC5 mis à jour d'octobre 2008 et DC6 accompagnés des certificats fiscaux et sociaux certifiant l'état des paiements au **31.12.09**.
-  Copies de la carte de qualification et des attestations d'assurances en responsabilité civile et en responsabilité décennale en cours de validité.

Les attestations certifiant que le candidat satisfait aux obligations fiscales et sociales peuvent être remplacées par une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée, sous réserve que l'entreprise attributaire produise, dans un délai de **dix jours calendaires** à daté de la demande écrite faite par la personne responsable du marché, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (l'absence de production de ces documents dans le délai impartis empêche l'attribution du marché)

## 4.2 DOCUMENTS PARTICULIERS

-  un Acte d'Engagement (AE) daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du Marché.
-  le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
-  le Planning Prévisionnel des Travaux, ci-joint à accepter sans modifications
-  le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de sécurité et protection pour la santé
-  le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
-  une Décomposition des Prix Forfaitaires (DPF), cahier ci-joint à compléter en ce qui concerne les seuls prix d'unité et le prix total.
-  le Règlement de Consultation (RC) et son annexe (Critères de sélection), à accepter sans modification.

Toutes ces pièces devront être paraphées, signées et cachetées par le candidat.

S'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 2.3 de l'acte d'engagement.

## 5. JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué par une commission ad hoc.

### 5.1 CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

Les offres seront analysées sur la base des critères figurant en annexe du présent Règlement de la Consultation. Ces critères sont affectés d'un coefficient de pondération et permettent d'apprécier l'offre économiquement la plus avantageuse.

Pour chaque critère, une note allant de 0 à 10 est attribuée, la note finale déterminera le classement des entreprises. Elle est définie comme suit :

Note finale = somme des notes pondérées par critère.

### 5.2 EVALUATION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur est libre d'entamer des négociations avec les candidats dont les offres sont recevables et conformes. Ces négociations seront appréciées au cas par cas et pourront se porter aussi bien sur les aspects financiers, techniques ou d'exécution (délais, garantie, responsabilités). Elles seront de nature à garantir l'égalité entre les candidats. La négociation est engagée avec les candidats sélectionnés. Elle ne peut porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

L'évaluation des offres sera établie selon les critères défini à l'article 5.1

Le classement définitif des offres sera établi en fonction de la note finale.

Lors de la négociation, le Maître d'Ouvrage pourra demander au soumissionnaire toute documentation technique l'informant des caractéristiques dimensionnelles et des performances des appareils, appareillage et matériaux non usuels ou autres que ceux éventuellement proposés dans les descriptifs, permettant à la maîtrise d'œuvre d'évaluer la conformité aux minima demandés dans le CCTP

L'entrepreneur devra répondre au minimum aux demandes de références mentionnées aux CCTP et à la DPF

Facultativement, un exposé des prestations offrant une qualité ou une performance supérieure à celle du CCTP

Pendant la période de négociation, les entreprises seront invitées à vérifier les quantités. Le montant forfaitaire définitif sera fixé en fin de négociation.

## 6. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Les offres sur support papier sont à adresser à :

**Monsieur le Maire de la Commune de Sentheim – 16 Grand'Rue - 68780 SENTHEIM**

sous pli cacheté portant les indications suivantes :

***Marché à procédure adaptée***

Affaire : ***Aménagement d'ateliers communaux et locaux entreprises***

Entreprise : .....

Lot n° : .....

Cette enveloppe contient les justificatifs mentionnés à l'article 4.1 du présent règlement et les documents particuliers mentionnés à l'article 4.2 du présent règlement.

Les offres devront être remises contre récépissé au **Secrétariat de la Mairie de Sentheim** avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement ou, si elles sont envoyées par la poste, devront l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Il est rappelé aux entrepreneurs qu'ils restent responsables de l'acheminement de leur offre et qu'aucune réclamation ne sera admise en cas de retard dû à la logistique (poste, messagerie, etc ..)

## 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à l'équipe de Maîtrise d'Oeuvre listée en première page.

Les renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus auprès de la **Mairie de Sentheim tél 03 89 82.52.03**

Lu et accepté le présent Règlement de Consultation,

A ....., le .....

L'entrepreneur  
(Cachet et signature)